

L'Écho du Triangle du jeudi 25 juin 2020

On n'a pas vu le printemps, que l'été s'annonce très occupé...

Dans ce numéro :

- point de la situation sur l'avenir du Triangle de Gonesse
- reprise des ZADimanches
- appel du 17 juin 2020 contre les GPII et action du 19 septembre 2020
- dimanche 5 juillet 2020 : pique-nique pour sauver l'Aire des Vents à Dugny
- les enfants du maraîcher Gonesse
- maraîchage toujours chez Laurent Chatelain au Thillay
- adhésion à CARMA et/ou au CPTG
- revue de presse : CARMA, 17 juin 2020, Convention citoyenne sur le climat, etc.
- d'autres luttes à soutenir ailleurs : pétition Non à la fermeture du lycée du paysage Fénelon à Vaujours (93), pétition « Plus que jamais, non aux JO! », tribune « La vente à la découpe de la Seine-Saint-Denis et de la banlieue, ça suffit! », pétition pour les éditions locales du Parisien

Point de la situation sur l'avenir du Triangle de Gonesse

L'association CARMA a remis le 8 mai dernier deux rapports à Francis ROL-TANGUY chargé par le gouvernement d'une mission sur ce territoire après l'abandon d'EuropaCity. http://carmapaysdefrance.com/index.php/accueil/actualites/



À ce jour, CARMA le seul projet connu positionné sur l'avenir du Triangle de Gonesse. Aucun projet d'urbanisation en remplacement d'EuropaCity et du centre d'affaires n'est publiquement annoncé pour occuper les 300 hectares agricoles convoités par la ZAC. Les propositions de CARMA, soutenues par le CPTG suscitent une attention grandissante bien au-delà des opposants à EuropaCity et à l'urbanisation du Triangle de Gonesse. Reste un obstacle qui semble paralyser la décision politique : la gare Triangle de Gonesse de la ligne 17 Nord du Grand Paris Express. Cette station était destinée en totalité à EuropaCity et au centre d'affaires de la ZAC. Elle n'est d'aucune utilité, ni pour la population de Gonesse, ni pour le fonctionnement de CARMA. Aujourd'hui rien ne peut la justifier. Pour le moment, ni la Région, ni le gouvernement n'osent prendre la décision politique qui s'impose, à savoir l'annulation de cette gare en plein champ, par peur d'affronter le slogan « la gare Triangle de Gonesse fait entrer le Val d'Oise dans le Grand Paris » et peu importe si bien d'autres investissements seraient utiles pour les Val d'Oisiens comme l'amélioration du RER D, l'achèvement du tram-train T11 Sartrouville / Argenteuil / Le Bourget, la prolongation du tramway T5 Saint-Denis / Villiers-le-Bel ou l'amélioration des dessertes locales des bus.

Après l'annulation d'EuropaCity obtenue le 7 novembre 2019, nous devons par nos actions gagner la décision politique de l'abandon de la gare du Triangle de Gonesse avec toutes les conséquences pour la ligne 17 Nord. Avec la remise du rapport de Francis ROL-TANGUY, il faudra bien que le gouvernement rouvre le dossier.

https://ouiauxterresdegonesse.fr/informer/betisier-deuropacity-7-transports-mobilite-obligee-ou-deplacements-evites/

Reprise des ZADimanches



Gagner l'abandon de la gare est l'objectif de la poursuite des ZADimanches sur le Triangle de Gonesse, un dimanche sur deux : cette reprise s'est faite comme prévue les 17 mai, 31 mai et le 14 juin en respectant les conditions liées à la Covid-19.

Nous vous attendons pour les prochaines ZADimanches de plus en plus nombreuses et nombreux. C'est important de se retrouver pour échanger sur l'état de la lutte et préparer les actions à venir. Notez les prochaines dates de 10 h à 17 h avec pique-nique les 28 juin, 12 et 26 juillet. Venez à l'horaire qui vous convient, il n'est plus nécessaire de vous inscrire.

Contact si besoin: 06 76 90 11 62



Appel du 17 juin contre les GPII et action du 19 septembre

Parti de NDDL, l'appel du 17 juin intitulé « *Agir contre la réintoxication du monde* » consiste en l'organisation d'initiatives locales pour relancer la lutte contre les grands projets inutiles et imposés après l'épisode du confinement.



Le CPTG a décidé de signer cet appel et a organisé le 17 juin l'occupation toute la journée des entrées du chantier de la ligne 17 Nord à Bonneuil-en-France. Cette action locale avait pour but un double abandon : la gare Triangle de Gonesse et le Terminal 4 à Roissy (cf. revue de presse). Des membres du collectif citoyen NON AU T4 étaient présents. https://ouiauxterresdegonesse.fr/wp-content/uploads/2020/06/CP-20200617.pdf

Dès le 1er juillet, le groupe évènement du CPTG et NON AU T4 se réuniront pour engager la programmation d'une action commune le 19 septembre. Notez dès maintenant la date dans les agendas. Nous vous donnerons plus de précisions dans les prochains Échos du Triangle. Cette action (dont les modalités seront fonction des conditions sanitaires) correspond au report de la 4e Fête des Terres de Gonesse prévue le 16 mai et reportée pour cause de Covid 19. Elle se déroulera après la remise du rapport de Francis ROL-TANGUY, afin de rappeler au gouvernement que des décisions politiques sont à prendre (abandon de la gare, mise en œuvre du projet CARMA), mais aussi au moment du démarrage de l'enquête publique sur le Terminal 4 prévue à la rentrée.

Dimanche 5 juillet 2020 : pique-nique pour sauver l'Aire des Vents à Dugny

Le parc de l'Aire des Vents à Dugny, classé en zone Natura 2000, est menacé par la construction du Cluster des Médias des jeux olympiques et paralympiques de 2024 pour être ensuite transformé en 1 300 logements. Cet espace boisé et de quasi pleine terre, desservi par les transports en commun, est un lieu évènementiel unique et un espace utilisé quotidiennement par les sportifs et les familles pour se détendre et se divertir. Mobilisons-nous ensemble pour le préserver!

Le MNLE 93, membre du CPTG nous invite à intervenir dans l'enquête publique relative à l'autorisation environnementale qui se déroule jusqu'au 12 juillet :

https://www.registre-numerique.fr/cluster-medias-autorisationenvironnementale.

Retrouvons-nous le dimanche 5 juillet 2020 :

- à 12h00 : pour un pique-nique (sorti du sac),
- à 14h00 : visite du site et échanges entre les participant·es (citoyen·nes et associations) sur les convergences d'initiatives pour exiger l'abandon des constructions et la préservation de cet espace. Le rendez-vous est à l'entrée principale du site : rond-point avenue du Maréchal Leclerc de Hauteclocque et avenue de la Luzernière à Dugny.

Par les transports : station Gare de Dugny – La Courneuve du tramway T11.

Les enfants du maraîcher - Gonesse

Marie et Alexandre Proix n'ont pas perdu leur temps. Après avoir décidé de quitter leur emploi, ils ont rejoint à l'automne 2019 l'exploitation familiale à Gonesse. Au cours de l'hiver ils ont monté des serres pour une production de légumes. Ils ont aussitôt demandé le label bio. Actuellement en cours de conversion en bio, ils ont organisé le 16 mai leur première vente à la ferme. Lors des dernières ZADimanches nous avons pu y aller pour quelques achats de radis, salades, navets, épinards ou petits pois...

Maraîchage toujours, chez Laurent Chatelain au Thillay

Plusieurs membres du CPTG ont pu durant le confinement participer à quelques travaux de maraîchage aux côtés de maraîchers de l'entreprise Laurent Chatelain. Durant quatre grosses matinées de 7h à 13h en avril et mai une quinzaine de membres ont pu participer à cette action au contact de ceux qui pratiquent un des métiers qui pourraient se développer sur le Triangle de Gonesse. Merci à toutes et tous les volontaires qui se sont spontanément proposés en plus grand nombre que prévu.



Adhésion à CARMA et/ou au CPTG

Depuis 2016 date de la création de CARMA, les deux associations travaillent en étroite collaboration, chacune dans son domaine de responsabilité : CARMA dans la définition et la popularisation d'un projet alternatif d'économie circulaire et agricole, le CPTG dans la mobilisation citoyenne pour l'abandon d'EuropaCity, de la ZAC Triangle de Gonesse et de sa gare. Si ce n'est pas encore fait, il est encore temps de prendre votre adhésion 2020 à l'une des deux associations selon vos priorités ou aux deux.

CARMA a prévu de tenir son assemblée générale annuelle le 29 juin 2020 par internet. Le CPTG a reporté la sienne au 5 septembre pour pouvoir la tenir en présence de ses membres :

Pour adhérer à CARMA, c'est ici

Pour adhérer au CPTG, c'est là!

Revue de presse

Le 15 mai 2020 le quotidien Libération a publié la tribune « Triangle de Gonesse : pendant la crise sanitaire, le bétonnage des terres continue » signée par Bernard Loup, président du collectif pour le Triangle de Gonesse. Après avoir constaté que « Les projets de bétonnage du Triangle de Gonesse sont devenus un symbole de l'absurdité d'un Grand Paris qui n'hésite pas à détruire des terres agricoles d'excellente qualité, au mépris de l'impératif de la relocalisation de notre alimentation. », Bernard Loup interroge : « Pourquoi persister à y bâtir une gare [sur le Triangle de Gonesse, ndlr], alors que le centre commercial qu'elle devait desservir est désormais abandonné ? L'utilité sociale de cette infrastructure serait quasi-nulle, les premières habitations de Gonesse étant à 1,7 km de l'emplacement retenu. »

Le quotidien Les Échos a publié sur Internet le 5 juin 2020 l'article « <u>Une association propose</u> <u>de convertir le Triangle de Gonesse à l'agro-écologie</u> » d'Alain Piffaretti, qui indique que « L'association Carma vient de rendre publiques ses propositions, pour le territoire du triangle de Gonesse et du Pays de France. Basées notamment sur la transition écologique, ces idées entendent nourrir le rapport attendu de l'urbaniste Francis Rol-Tanguy », à qui Carma « a remis deux documents avec des pistes concrètes pour la mise en valeur des 680 hectares de terres agricoles situés entre Le Bourget et Roissy ».

Action du 17 juin 2020 :

L'article « <u>Blocage du chantier de la ligne 17 contre la bétonisation du Triangle de Gonesse</u> » d'Hortense Chauvin publié le 17 juin 2020 par Reporterre relate le blocage du chantier de la ligne 17 du Grand Paris Express le 17 juin 2020 à Bonneuil-en-France, organisé dans le cadre de la journée de mobilisation nationale <u>contre la « ré-intoxication du monde »</u>. « L'ambiance est pacifique » et « environ quatre-vingt militants se sont mobilisés pour ce blocage ». La journaliste a retenu que l'objectif de la suite de la lutte est que CARMA voit le jour.

L'article « <u>Journée de blocage du 17 juin contre les secteurs "toxiques"</u> » de Concepcion Alvarez publié le 17 juin 2020 par Novethic cite un tweet du CPTG.

Des dizaines d'autres d'actions ont eu lieu mercredi 17 juin contre la « ré-intoxication du monde ».

Ce même 17 juin 2020 Médiapart a publié l'article bien documenté « <u>A Gonesse, moment de vérité pour la gare en plein champ</u> » de Jade Lindgaard, pour qui « La crise économique post-Covid et la demande accrue de transition agroalimentaire rebattent les cartes de ce chantier à 100 millions d'euros. ». La journaliste indique que « la SGP a rendu à l'autorité environnementale un complément d'étude d'impact sur la ligne 17 Nord, dans l'espoir de lever la suspension du chantier par la justice. ».

La Convention citoyenne pour le climat réclame l'arrêt de l'artificialisation des sols :

Vendredi 19 juin 2020 les 150 citoyens et citoyennes composant la Convention citoyenne ont notamment adopté des mesures en matière de « <u>lutte contre l'artificialisation des sols</u> en limitant les zones commerciales périurbaines, en facilitant la réquisition de logements et bureaux vides, en défendant une gestion durable de la forêt et en interdisant les coupes rases, en interdisant toute artificialisation des terres tant que des réhabilitations ou friches sont possibles dans l'enveloppe urbaine existante, en rendant plus attractifs les centres-villes et les villes plus denses, en créant une culture de l'habitat collectif. »

Dans l'article « Terres agricoles : l'arrêt de la bétonisation rejoint l'objectif de souveraineté alimentaire » de la journaliste Marie-Josée Cougard indique qu'« en dix ans, la surface agricole a diminué de 228.400 hectares, l'équivalent d'un petit département comme les Yvelines au profit de parkings, de zones commerciales ou artisanales et de l'habitat » et mentionne des « rapports surprenants entre la croissance des surfaces bâties et celle de la population, qui a augmenté trois fois moins vite que les premières depuis 1981, selon le Commissariat général de développement durable. » (c'est la définition de l'étalement urbain).

D'autres luttes à soutenir ailleurs

Non à la fermeture du lycée du paysage Fénelon à Vaujours (93) : <u>signez</u> la pétition sur change.org

Nous savons que la mise en œuvre de CARMA nécessitera la création d'établissements de formation agricole. Actuellement, nous apprenons la fermeture dès le 30 juin 2020 d'un des rares établissements agricoles d'Île-de-France qui est implanté à Vaujours (93) proche du Triangle de Gonesse. L'administration du lycée met en avant des difficultés financières qui cachent mal la vraie raison d'une opération immobilière. L'équipe d'enseignants en place ne demande qu'à continuer. Une action juridique est en cours. Les associations CARMA et CPTG apportent leur soutien à la lutte contre cette fermeture.

Pétition "Plus que jamais, non aux JO!"

Le CPTG est signataire de cette <u>pétition demandant l'annulation des JO 2024 à Paris</u>. N'hésitez pas à la signer vous aussi, et pour vous informer sur le sujet : http://nonjo2024aparis.neowordpress.fr/

"La vente à la découpe de la Seine-Saint-Denis et de la banlieue, ça suffit !"

C'est le titre de <u>la tribune publiée le 13 juin 2020 par Libération</u>, qui dénonce le fait qu'« au nom de la production de logements, certains services de l'État et collectivités bradent les derniers terrains disponibles du 93, alors même que ce territoire manque déjà cruellement d'espaces verts ». Les signataires de cette tribune demandent en priorité pour la Seine-Saint-Denis :

- « La protection absolue des zones naturelles et agricoles dans l'esprit de la loi littoral
- Le développement significatif des parcs et des espaces publics
- La préservation des arbres et la restauration de la biodiversité dans l'Est parisien
- Un moratoire sur les projets immobiliers comme cela se fait dans certaines villes comme Bagnolet et un ralentissement des objectifs de densification
- La protection des services publics et de leur patrimoine foncier
- Le développement des mobilités douces et un plan global de réduction des pollutions de l'air et des sols
- Une réhabilitation de qualité des logements plutôt que la destruction de bâtiments existants
- Des espaces suffisants entre les immeubles afin de permettre aux habitants de profiter d'espaces verts de proximité et de garantir la perméabilité des sols ;
- La restauration d'une ceinture agricole de proximité pour assurer la sécurité alimentaire du département et de l'Île-de-France. »

Pétition pour un retour immédiat des éditions départementales du Parisien

Les neufs éditions locales du quotidien Le Parisien ont été interrompues pour cause de confinement au profit d'un seul cahier central régional et ne sont toujours pas reparues. La nouvelle réorganisation du Parisien prévue par la direction du journal fait craindre aux 138 journalistes des éditions locales que celles-ci disparaissent définitivement.

Une pétition réclamant le retour immédiat des éditions départementales a été mise en ligne et signée par plus de sept mille personnes :

 $\underline{https://www.change.org/p/bernard-arnault-pour-un-retour-imm\%C3\%A9diat-des-\%C3\%A9ditions-\underline{d\%C3\%A9partementales-du-parisien}$

La pétition a été mentionnée par exemple par <u>France 3</u> et par <u>Libération</u>. L'article « "<u>Le Parisien"</u> <u>engage une réorganisation pour accélérer dans le numérique</u> » de la journaliste Fabienne Schmitt publié le 16 juin 2020 par Les Échos indique que Pierre Louette, PDG du groupe Les Échos-Le Parisien (dont LVMH est le propriétaire), a présenté le 16 juin aux organisations syndicales un projet où est évoqué le traitement des informations départementales. Jusqu'ici déclinées en neuf cahiers départementaux, celles-ci seraient regroupées à l'avenir dans un seul « cahier unifié »

(« Le Grand Parisien »). En interne, le sujet est sensible, certains redoutant l'effacement de l'information départementale ou sa réduction à la portion congrue, alors que le maillage étroit des territoires permet de faire régulièrement remonter des informations qui deviennent nationales. Le sujet des décès liés à la canicule en 2018, par exemple, a été lancé par « Le Parisien » et il est né de ses enquêteurs de terrain dans les départements. » Dans l'article « Les neuf éditions départementales du « Parisien » disparaissent, remplacées par un cahier unique » publié sur Internet le 16 juin 2020 par Le Monde, la journaliste Aude Dassonville constate que « La crainte de voir les éditions départementales — suspendues pendant le confinement — disparaître définitivement dans leur forme originale est désormais une réalité avec laquelle il faut composer. »

Le CPTG a soutenu cette pétition parce que les éditions du Val d'Oise et de Seine-Saint-Denis du journal Le Parisien ont contribué depuis dix ans à faire connaître au grand public la lutte contre EuropaCity et la destruction des terres agricoles du Triangle de Gonesse.

Contacts

CPTG: Bernard LOUP 06 76 90 11 62

ouiauxterresdegonesse@gmail.com www.ouiauxterresdegonesse.fr

CARMA : Robert SPIZZICHINO 06 87 62 38 84

groupementcarma@gmail.com www.carmapaysdefrance.com



Cultiver plutôt que bétonner le Grand Paris

Sur le triangle de Gonesse, à la place du...
YOUTUBE.COM

Projet CARMA

Pour les journalistes, notre site met à disposition des chiffres, vidéos, des dossiers thématiques et des photos libres de droit et réutilisables. Vous y trouverez aussi l'historique des communiqués de presse.

Consultez nos Communiqués de Presse https://ouiauxterresdegonesse.fr/communiques-de-presse

FAIRE UN DON

SIGNER LA PÉTITION

Retrouvez-nous sur internet et faites-nous connaître dans vos réseaux









Ce courriel a été envoyé par CPTG Rue Gambetta 95400 Villiers le Bel